

Contexte politique

Un consensus mondial visant à traiter les questions environnementales — en particulier le changement climatique et ses risques — se développe progressivement et met l'accent sur l'insécurité des ressources, l'incertitude climatique, les perturbations sociales et le coût économique élevé. La prise de conscience des différents effets des questions environnementales sur les femmes et les hommes et les façons dont les inégalités entre les sexes portent préjudice à la capacité des femmes à répondre à ces menaces s'amplifie, soutenue par la constatation des habitudes de consommation différentes des femmes et des hommes.

La politique d'atténuation du changement climatique dans l'UE en général

Met en œuvre des mesures d'efficacité énergétique, de transport durable et de piégeage et de stockage du carbone, et joue un rôle pionnier dans les conventions internationales sur le changement climatique.

Les conclusions du Conseil de l'Union européenne (juin 2012)

- Soulignent l'urgence d'améliorer l'égalité de genre dans le processus décisionnel relatif à l'atténuation du changement climatique, en particulier dans le secteur des transports et de l'énergie.
- Soulignent le fait que les préjugés et les stéréotypes de genre contribuent à perpétuer une ségrégation femmes/hommes dans le système éducatif et sur le marché du travail, y compris dans les domaines de l'économie verte, qui sont les plus cruciaux pour l'atténuation du changement climatique (secteurs des transports et de l'énergie, par exemple).

Le Parlement européen (2007-2012)

- Invite la Commission et le Conseil à veiller à ce que les mesures d'atténuation du changement climatique n'affectent pas négativement l'égalité de genre et l'intégration de la dimension de genre dans les politiques climatiques.
- Propose de passer à une «économie verte» et appelle à mener des recherches sur son incidence sur les femmes et leur rôle dans la transition.

La Commission européenne

Considère l'énergie et les transports comme un domaine prioritaire [COM(2013) 216 final].

Objectifs stratégiques du programme d'action de Pékin et indicateurs de l'UE

- K.1.** Assurer une participation active des femmes aux prises de décisions concernant l'environnement à tous les niveaux.
- K.2.** Intégrer les besoins, préoccupations et opinions des femmes dans les politiques et programmes en faveur du développement durable.
- K.3.** Renforcer ou créer des mécanismes aux niveaux national, régional et international pour évaluer l'impact des politiques de développement et de gestion de l'environnement sur les femmes.

Dans ce domaine essentiel de préoccupation, les indicateurs ont été élaborés à l'initiative de la présidence danoise du Conseil de l'UE. Étant donné que les défis environnementaux pèsent sur la situation des femmes, ces indicateurs sont axés sur l'influence qu'ont les femmes sur les grandes décisions relatives au changement climatique, en particulier l'atténuation de ce changement. Ils évaluent en outre la proportion de femmes et d'hommes dans les sciences naturelles et les technologies et analysent la ségrégation femmes/hommes dans les filières éducatives. Les indicateurs relatifs aux deuxième et troisième objectifs stratégiques relevant du domaine K du programme d'action de Pékin ne sont pas encore disponibles. Ces objectifs, qui appellent à une meilleure intégration de la dimension de genre dans les politiques et les programmes environnementaux, doivent donc encore être abordés.

La base de données «Les femmes et les hommes dans l'UE — Faits et chiffres», développée par l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes, fournit les données et informations les plus récentes et peut être consultée à l'adresse:

<http://eige.europa.eu/gender-statistics/women-and-men-in-the-eu-facts-and-figures>

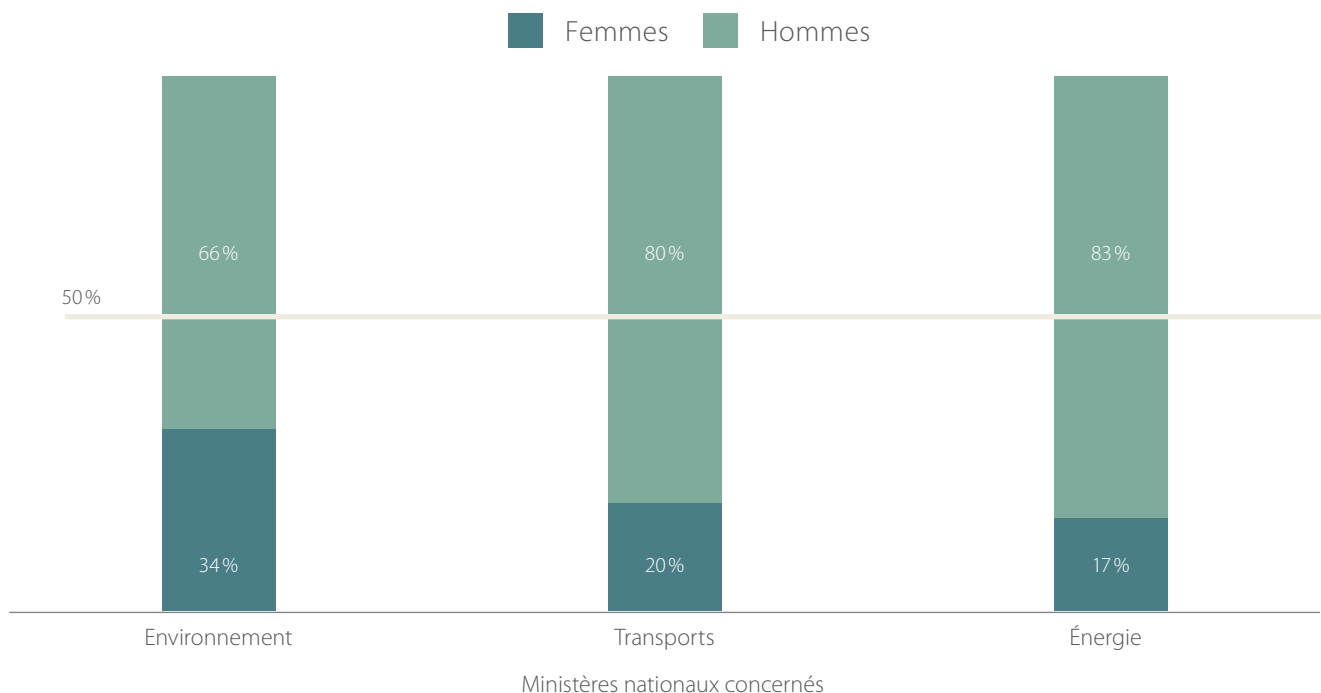
Conclusions tirées des données de l'UE

Progrès lents dans la participation des femmes à la prise de décisions en matière d'environnement

La participation des femmes dans les décisions stratégiques en matière de climat n'est pas un simple impératif démocratique, elle est vitale pour l'examen de la manière dont les politiques et les programmes relatifs à l'environnement



POURCENTAGE DE FEMMES OCCUPANT DES POSTES DE HAUT NIVEAU DANS LES MINISTÈRES NATIONAUX (2011)



Source: EIGE, Égalité de genre et changement climatique, 2012.

affectent les femmes et les hommes. La majorité des responsables de l'environnement dans l'UE sont des hommes et les postes les plus élevés dans les ministères nationaux chargés du changement climatique sont dominés par les hommes. Globalement, les femmes représentaient 19% des ministres de haut rang et 34% des administratrices de haut niveau dans les ministères de l'environnement, de l'énergie et des transports dans l'UE en 2013.

Les femmes occupant les postes les plus élevés sont plus nombreuses dans le secteur de l'environnement que dans l'énergie et les transports. En 2011, les femmes étaient les mieux représentées dans les ministères de l'environnement, où elles occupaient environ un tiers des postes les plus élevés (34 %).

Les femmes sont également toujours sous-représentées dans les institutions chargées du climat dans l'UE. En 2013, les femmes occupaient environ un quart (27 %) des postes décisionnels au sein des directions générales concernées de la Commission européenne.

Les femmes semblent mieux représentées dans les commissions du Parlement européen ayant un rapport avec le climat (2010-2014). Elles représentent en effet 38 % des membres des commissions parlementaires concernées et sont les mieux représentées dans le domaine de l'environnement, où elles constituent 49 % des membres de la Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire.

L'effet du «plafond de verre» semble persister tant au niveau national que de l'UE, avec une chute du nombre de femmes aux postes les plus élevés.

Hausse du nombre de femmes dans les instances décisionnelles sur le changement climatique au niveau international

Les femmes ont le plus progressé dans les grandes institutions chargées du climat qui dépendent des Nations

unies, en particulier au sein des organes subsidiaires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), où la présence des femmes a augmenté de manière constante entre 2009 et 2012.

Au sein des délégations à la Conférence des parties des Nations unies, les femmes ont également enregistré des progrès ces cinq dernières années, quoique dans une moindre mesure, puisqu'elles sont passées de 36 % (2004-2008) à 39 % (2008-2012).

Les hommes dominent toujours dans les diplômés technologiques

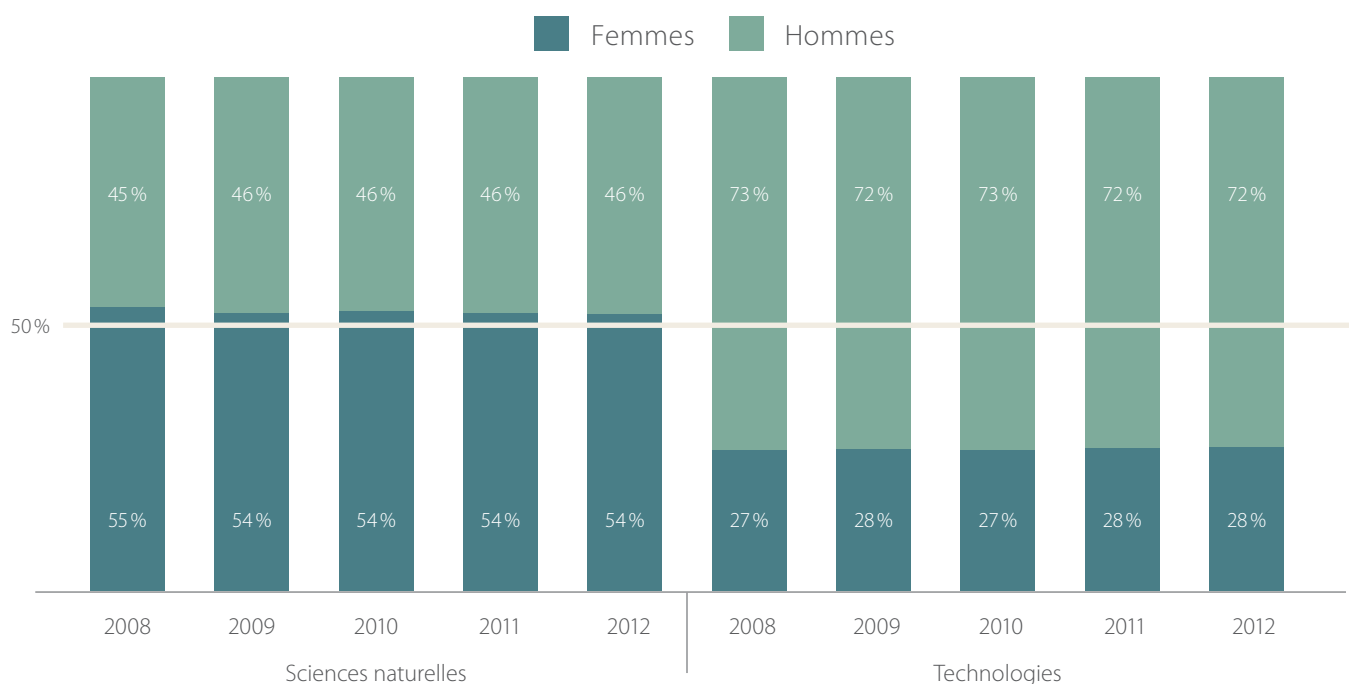
Il existe sept domaines qui ouvrent la voie à des carrières dans l'environnement, l'énergie et les transports et qui sont classés soit parmi les sciences naturelles (sciences du vivant et sciences physiques) soit parmi les technologies (ingénierie et techniques apparentées; industries de transformation et de traitement; architecture et construction; services de transport; protection de l'environnement). Dans l'UE, il existe un bon équilibre femmes/hommes dans les sciences naturelles, bien que les hommes continuent de dominer dans les filières technologiques.

Partant de l'hypothèse que l'accès à l'emploi dans des domaines liés à l'environnement requiert des qualifications dans les domaines susvisés, les femmes ont une probabilité moindre ou limitée de décrocher de tels emplois et de progresser dans ces industries. En 2010, les femmes ne représentaient qu'un cinquième (22 %) des salarié(e)s de l'UE dans les secteurs de la fourniture d'électricité, de gaz, de vapeur et de climatisation, ainsi que dans le transport et dans l'entreposage.

Les qualifications académiques peuvent ne pas être les seuls obstacles à la participation et à la promotion des femmes dans les secteurs de l'énergie et des transports. D'autres facteurs sont la persistance des stéréotypes de



POURCENTAGE DE FEMMES DIPLÔMÉES DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN SCIENCES NATURELLES ET TECHNOLOGIES (2008-2012)



Source: Eurostat, Statistiques de l'éducation.

genre, l'obligation de voyager énormément et un environnement de travail défavorable pour les femmes.

Néanmoins, on peut supposer que recevoir un enseignement et une formation dans le domaine des technologies facilite la recherche d'un emploi dans ces secteurs. La sous-représentation des femmes parmi ces diplômé(e)s constitue un obstacle à la stratégie Europe

2020, dont le but est de lutter contre la segmentation des différent(e)s travailleurs (travailleuses) sur le marché du travail. En outre, elle menace la réalisation des objectifs de la stratégie européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes (2010-2015), laquelle reconnaît que l'existence d'une ségrégation dans l'éducation et sur le marché du travail est une cause majeure de l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes.

Initiatives utiles

Diverses approches visant à intégrer la dimension de genre dans la prise de décisions sur l'environnement ont été utilisées par les États membres. Le programme autrichien concernant le climat a encouragé la participation active des femmes dans la prise de décisions politiques sur l'environnement et l'intégration de la perspective de genre. En Autriche, la ville de Vienne applique une planification qui tient compte du genre depuis plus de 20 ans et les sujets liés à l'égalité entre les femmes et les hommes sont bien intégrés dans l'aménagement urbain. En Allemagne, le ministère fédéral de l'environnement, de la conservation de la nature, de la construction et de la sûreté nucléaire (BMUB) applique le principe directeur de l'égalité entre les femmes et les hommes, tant en son sein que pour le financement de projets réalisés par des partenaires.

L'intégration de la dimension de genre est de plus en plus appliquée en Lituanie, où les programmes nationaux en faveur de l'égalité des chances des femmes et des hommes traitent les questions liées aux femmes et à l'environnement depuis 2003. Cela inclut la promotion d'une coopération entre les organisations non gouvernementales (ONG) par l'intégration des questions d'égalité dans les projets relatifs à l'environnement et par la mise en œuvre de programmes environnementaux dirigés par le gouvernement, y compris la possibilité de bénéficier également des résultats de ces projets. En Slovénie, le programme de développement rural pour la période 2007-2013 a systématiquement mis l'accent sur l'égalité des chances et l'accessibilité de toutes les mesures. Par la suite, le plan de développement rural pour la période 2014-2020, qui poursuit des objectifs de viabilité, a été adopté. Les mesures de développement agricole et rural serviront à améliorer le niveau de vie et à renforcer l'égalité de genre. En République tchèque, en 2010, le ministère de l'environnement a élaboré une approche destinée à intégrer l'égalité de genre dans des projets et des plans ayant des retombées significatives sur l'environnement, comme les plans de construction, les espaces verts urbains ou les services de transport, ainsi que l'enlèvement et la prévention des fuites de substances, qui ont un rapport étroit avec la santé des femmes.



PROGRÈS ET OBSTACLES DANS LE DOMAINE K: LES FEMMES ET L'ENVIRONNEMENT

PROGRÈS

- La présence des femmes dans les instances de prise de décisions sur l'environnement et au sein des délégations internationales dans les organes subsidiaires de la CCNUCC s'est améliorée.
- La présence des femmes ayant un diplôme en rapport avec l'environnement et dans les professions connexes s'est accrue.
- Les discussions sur les relations entre le changement climatique et l'égalité de genre se sont développées.
- Les États membres s'efforcent de renforcer la présence des femmes dans les filières éducatives scientifiques et technologiques.

OBSTACLES

- Les défis mondiaux tels que le changement climatique affectent différemment les femmes et les hommes.
- Les femmes sont sous-représentées à tous les niveaux (national, européen et international) de prise de décisions environnementales.
- Les femmes sont sous-représentées au sein de l'ensemble des diplômé(e)s de filières en rapport avec l'environnement, et en particulier dans les professions et les postes politiques ayant trait à l'énergie et aux transports.
- L'intégration de la dimension de genre dans les politiques environnementales est un défi et les objectifs d'égalité entre les femmes et les hommes sont rarement inclus dans les stratégies environnementales.
- La compréhension des modes de consommation et de production d'énergie selon le genre est insuffisante.

La voie à suivre pour l'UE

- Mieux comprendre le rapport entre le genre et l'environnement afin de saisir l'impact des politiques ou des programmes environnementaux sur les femmes et les hommes.
- Intégrer effectivement des considérations liées à l'égalité de genre dans la réponse aux défis mondiaux (changement climatique, croissance verte, par exemple).
- Reconnaître que les femmes peuvent être plus exposées aux risques liés au changement climatique et examiner spécifiquement l'impact sur les femmes issues de minorités.
- Veiller à ce que les politiques soient sensibles au genre en équilibrant la représentation des femmes dans les postes décisionnels afin de tenir compte des besoins et des contributions des femmes.

Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE)

L'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) est le centre de connaissances de l'UE sur l'égalité de genre. L'EIGE soutient les responsables politiques et toutes les institutions compétentes dans leurs efforts pour que l'égalité entre les femmes et les hommes soit une réalité pour toutes et tous, en Europe mais aussi au-delà, en leur apportant également une expertise spécifique et des données comparables et fiables sur l'égalité de genre en Europe.

Pour en savoir plus: <http://eige.europa.eu>

Le centre de documentation et de ressources (RDC) de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes est un outil pratique et innovant conçu pour aider à localiser les ressources clés sur l'égalité de genre, faciliter l'échange de connaissances entre les parties intéressées par les politiques et pratiques relatives à l'égalité de genre et offrir un espace de discussion et de débat en ligne.

Pour en savoir plus: <http://eige.europa.eu/content/rdc>



Contact:

Institut européen pour l'égalité
entre les hommes et les femmes
Gedimino pr. 16, LT-01103 Vilnius, LITUANIE
Tél. +370 5215-7444/7400

facebook.com/eige.europa.eu

twitter.com/eurogender

youtube.com/eurogender

<https://eurogender.eige.europa.eu>



ISBN 978-92-9218-565-7

doi:10.2839/26160

MH-04-15-022-FR-N